

plus militante n'est pas nécessairement du dogmatisme. C'est quand ces deux mouvements se fondent et se fécondent que notre politique dans ce domaine peut être dite vraiment ouverte, soutien d'un réalisme ouvert, à deux battants.

**

Pour finir, je voudrais redire ma conviction que puisque tout cela est, que nous le voulions ou non, l'objet d'un combat, il est normal et souhaitable que le Parti comme tel s'en occupe, comme il le fait aujourd'hui. Bien qu'en nombre important dans nos rangs, les intellectuels de grande valeur, compétence, talent, à qui le Parti fait la plus grande confiance, sont loin de pouvoir couvrir à eux seuls tout le combat culturel. Par exemple, ce qui concerne la science et l'art est mis en circulation dans les masses, pour l'essentiel, non par les savants et artistes, mais par des journalistes, les meilleurs et les pires, entre lesquels un combat inégal, compte tenu aussi de la radio et de la télévision, doit recevoir de notre côté le renfort du Parti dans son ensemble, et des masses ouvrières et démocratiques.

De même, lorsqu'il s'agit de gagner un public aux œuvres de toutes disciplines, notamment ce public nouveau issu pour une bonne part de la classe ouvrière, public qui ne peut être trouvé et organisé seulement par en haut, mais dans tout le pays, on voit qu'un vaste combat culturel suppose, au delà des rapports de la direction du Parti avec les intellectuels, une préoccupation constante à tous les niveaux du Parti, et chez ses militants dans les organisations de masse.

Il existe, il est vrai, des préventions contre cet intérêt porté par le Parti à ces questions. Préventions chez l'adversaire, évidemment, mais aussi chez nous, à partir d'erreurs passées dont on craint le renouvellement. Mais pourquoi ne pas penser, à l'inverse, que, ces erreurs corrigées, ou en cours de correction, l'action du Parti peut s'exercer plutôt, à l'encontre de ces erreurs, dans le sens des plus grandes possibilités ouvertes à la création littéraire et artistique. Tout cela est sans doute de la porcelaine, mais nous ne sommes pas forcément des rhinocéros. C'est aussi notre affaire à tous. Et le Parti dispose d'assez de forces intellectuelles, notamment, diverses par les tendances et préoccupations particulières, pour que, s'il s'appuie sur tous, et que tous l'appuient, il en soit ainsi ? D'ailleurs, il a commencé à en être ainsi. Cette réunion de trois jours, à laquelle il n'y a pas beaucoup de précédents, n'en est-elle pas un signe ? Et pourquoi n'aurions-nous pas fierté à constater que, même dans le mouvement ouvrier international, toutes ces dernières années, par des attitudes sages, notre Parti, si j'ose dire, paie de sa personne, pour aider les créateurs à s'ouvrir et à ouvrir eux aussi les chemins de l'avenir ?

Ce qui compte pour nous tous, c'est d'aller de l'avant. Nous ne pouvons le faire seuls. Cela ne peut se faire sans nous. Que d'abord la cohésion nécessaire entre nous facilite cette union. Et que notre apport mêlé à d'autres permette à l'art de continuer — il ne s'en laisse d'ailleurs pas facilement empêcher — à aller de l'avant, vers des façons toujours nouvelles d'aller de l'avant.

Henri JOURDAIN

Les questions économiques de notre temps et le marxisme

MON intervention portera sur quelques aspects des travaux du camarade Althusser et des camarades qui ont collaboré avec lui à l'élaboration de leurs livres : *Pour Marx* et *Lire le Capital*. J'en discuterai en liaison avec nos préoccupations actuelles sur le terrain théorique et pratique de l'économie et de la politique.

Dans leurs travaux ces camarades se sont posé des questions à partir du *Capital*. Ils ont cherché des réponses à ces questions. Les unes et les autres m'ont suggéré un certain nombre de réflexions. Ce sont ces réflexions dont beaucoup restent pour moi à l'état de questions, que je me propose de vous livrer.

Les travaux du camarade Althusser et de ses collaborateurs analysent entre autres le rapport entre économie et philosophie. Ces travaux s'appuient essentiellement sur le *Capital* étant donné que c'est à travers l'élaboration de cet ouvrage majeur que Marx a le plus complètement développé le matérialisme historique et le matérialisme dialectique. L'un des problèmes que nos camarades se sont posés m'apparaît le suivant : en quoi l'économie politique marxiste est-elle une science par rupture avec l'économie politique classique de Smith, Ricardo et d'autres. Ce faisant, ces camarades posent la question de la théorie marxiste de

la connaissance. Relevant en effet du matérialisme historique, l'économie politique marxiste s'inscrit naturellement dans le mouvement plus général du matérialisme dialectique.

Si j'ai bien compris Althusser, la démarche scientifique se caractériserait par l'élaboration et le développement de concepts théoriques s'appliquant à une réalité déjà plus ou moins conceptualisée, non connue, mais reconnue idéologiquement. Il écrit par exemple : « *Il est parfaitement légitime de dire que la production de la connaissance, qui est le propre de la pratique théorique, constitue un processus qui se passe tout entier dans la pensée.* »

Il a certainement raison de fonder la connaissance scientifique sur l'effort de conceptualisation du réel et par conséquent de distinguer entre l'objet réel et l'objet de connaissance, entre la réalité et la conception que l'on peut s'en faire. Mais il me semble que tout en distinguant justement entre les deux, il irait jusqu'à perdre de vue le lien dialectique entre la conception de la réalité et la réalité elle-même. Ce qui, si cela était, tendrait à altérer l'interférence nécessaire entre théorie et pratique comme fondement de la connaissance scientifique.

Le camarade Althusser écrit par exemple : « *C'est parce que la théorie de Marx était vraie qu'elle a pu être appliquée avec succès, ce n'est pas parce qu'elle a été appliquée avec succès qu'elle est vraie.* » Certes, notre camarade a raison de rappeler le mot de Lénine « *sans théorie révolutionnaire, pas de pratique révolutionnaire* ». Certes, il a encore raison de mettre en garde dans son dernier membre de phrase contre le critère pragmatiste. Mais ainsi posée, son affirmation laisse apparaître une opposition mécaniste et non dialectique entre théorie et pratique. Elle peut en effet être interprétée comme faisant la part trop belle, sinon exclusive, à la théorie, relativement à la part accordée à la pratique. Car au cours de l'histoire, la pratique n'a pas été sans modifier la théorie marxiste, (modifier étant évidemment entendu ici dans le sens de développer). C'est ce que Lénine a fait par exemple avec son ouvrage *Le développement du capitalisme en Russie* et ensuite avec *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*.

Et lorsqu'il est arrivé que la théorie n'ait pas traduit correctement (non pas au sens passif mais au sens actif du terme) le mouvement historique de la pratique sociale, politique, économique et idéologique, au lieu de l'éclairer, la théorie a alors désorienté cette pratique.

Voyons la question d'un peu plus près si possible.

Selon Althusser, un concept serait toujours adéquat à son objet. Et il fait grief à Engels de nous précipiter dans la croyance (idéologique) « *que la théorie économique est affectée jusqu'en ses concepts théoriques par la qualité propre de l'histoire réelle* », alors que nous pouvons de plein droit dire que *la théorie de l'économie politique marxiste renvoie comme une de ses régions à la théorie marxiste de l'histoire*. Si je comprends bien Althusser : si le mouvement historique réel devait affecter une théorie ce ne serait pas ou peu celle de l'économie politique marxiste, mais la théorie marxiste de l'histoire.

Ce que je ne pense pas, sauf à mettre en cause la place centrale qu'occupe le concept de rapport de production dans le matérialisme

historique (ce que notre camarade ne fait pas ainsi qu'on va le voir) ; lequel concept fait précisément l'objet même de l'économie politique scientifique. C'est Marx qui dit « *Le capital n'est pas une chose, c'est un rapport déterminé de production* ». Voici ce qu'Engels écrit quant au rapport concept et mouvement historique réel. « *Elles se basent toutes (il s'agit de critiques de Fireman à l'adresse de Marx) sur ce malentendu : Marx voudrait DÉFINIR là où en réalité il DÉVELOPPE ; d'une façon générale, on serait en droit de chercher dans ses écrits (de Marx) des définitions toutes prêtes, valables une fois pour toutes. Il va de soi que, du moment où les choses et leurs rapports réciproques sont conçus comme non-fixes, mais comme variables, leurs reflets mentaux, les concepts sont, eux aussi, soumis à la variation et au changement ; dans ces conditions, ils ne seraient pas enfermés dans une définition rigide, mais développés selon le procès historique ou logique de leur formation.* »

En sorte que Engels voit le concept comme l'instrument indispensable à l'approfondissement illimité de la connaissance du donné, du concret vécu et pensé. Mais comme il n'y a pas de textes sacrés (Althusser et Engels nous le confirment) je voudrais essayer de confronter cette manière et longue citation d'Engels à certains aspects de la réalité historique et sociale actuelle.

Sur les rapports de production capitalistes

Je commencerai par le concept de rapports de production capitalistes.

Dans la dynamique des conditions actuelles de notre pays, il se trouve que les développements du capitalisme monopoliste d'Etat interviennent profondément sur la réalité que recouvre cette notion. Sans qu'il remette fondamentalement en cause la nature capitaliste des rapports de production (et je dirai même, tout en accusant en un certain sens le caractère d'exploitation de ces rapports) c'est un fait que le capitalisme monopoliste d'Etat y introduit des modifications jusque et y compris dans la propriété même des moyens de production.

Indépendamment de leur utilisation, et quels que soient les motifs et les forces sociales qui les aient imposées, les nationalisations en sont une preuve. Après l'emprunt de 1 milliard de francs en cours de répartition aux grosses sociétés privées, « l'avoir fiscal » (qui représente un nouveau cadeau de quelques dizaines de milliards à ces sociétés) en est une autre preuve. En fait les grosses sociétés monopolistes, en premier lieu, vont accroître leurs investissements en bénéficiant de ce transfert d'une partie de la plus-value sociale prélevée sur le travail non payé.

Prenons un autre exemple des modifications que le capitalisme monopoliste d'Etat introduit dans la propriété même des moyens de production et par conséquent dans les rapports de production. L'intervention directe de l'Etat pour accélérer la concentration par le moyen, entre autres, des investissements sélectifs conduit, non pas à la disparition de toutes les petites et moyennes entreprises, mais, ainsi qu'il est prévu dans le V^e Plan, à ce que ces petites et moyennes entreprises soient réduites à une fonction de sous-traitance pour le compte des

grosses sociétés monopolistes. Ce qui, sans changer la nature des rapports de production à l'échelle sociale, est là encore une forme d'atteinte à la propriété privée des moyens de production.

Notons en passant, à travers ces exemples, l'inélectabilité des lois objectives du capitalisme. Ce qui en ce domaine s'opérerait auparavant sous la forme brutale et catastrophique de la crise économique doit, sous une autre forme certes, mais nécessairement, s'opérer par l'intervention même de l'oligarchie. Remarquons encore que ces exemples illustrent parfaitement le fait que, surmontant une de ses contradictions, le capital en engendre d'autres plus lourdes de conséquences.

Bref ces faits appartiennent au mouvement historique réel au point actuel de son développement et leurs conséquences sur les rapports de production capitalistes confirment, pensons-nous, le fait que le concept de rapport de production ne reflète jamais exactement son objet, autrement dit, la réalité constamment mouvante qu'il recouvre. Engels a donc raison de dire que c'est le développement constant de la science qui peut faire que la réalité elle-même et son concept se rapprochent asymptotiquement par la médiation des rapports dialectiques reliant l'un à l'autre. Et c'est d'autant plus certain que, dans la mesure même où la connaissance tend à s'approcher toujours plus près de l'objet qu'elle s'approprie, elle joue un rôle actif à la fois sur elle-même et sur son objet.

Avant d'aborder le concept de forces productives et la manière dont nos camarades traitent de cette notion capitale, je voudrais essayer d'illustrer par exemple encore la question de l'inter-relation dialectique entre la réalité actuelle des rapports de production et son concept.

Chacun sait combien les classiques du marxisme insistent sur le poids énorme qu'exerce le développement historique sur la détermination de la valeur de la force de travail. Or, il est certain que les conditions actuelles font que ce développement exige plus que jamais de revoir la quantité, la qualité et la valeur des éléments que cette notion de valeur de la force de travail doit intégrer tout à la fois réellement et logiquement. Il m'apparaît établi que cette notion doit aujourd'hui nécessairement inclure des valeurs quantitatives et qualitatives qu'elle excluait il y a seulement 20 ans dans les conditions du lendemain de la Libération. Cela est essentiellement dû à l'élévation des forces productives qui, comme on le sait, tend d'une part à réduire la valeur de la force de travail en élevant la productivité et qui, d'autre part et corrélativement, engendre pour les travailleurs des besoins objectifs nouveaux dont la satisfaction tend, elle, à accroître la valeur de la force de travail.

Par conséquent, dans les conditions présentes de l'exploitation capitaliste, l'élévation des forces productives introduit dans le concept de valeur de la force de travail, la nécessaire satisfaction de besoins comme par exemple ceux du logement, de la sécurité sociale, de la santé, ceux des transports, de l'école, de la culture, des loisirs, des sports, etc.

A défaut de pouvoir les mesurer, il importe aujourd'hui de définir ces besoins nouveaux afin de refléter aussi exactement que possible le mouvement de l'histoire en ce domaine et afin aussi d'accélérer sa transformation dans le sens requis par les masses travailleuses. Autre-

ment dit, le concept de valeur de la force de travail doit être développé en fonction de la variation et des changements du réel.

Sous l'aiguillon de la nécessité (au sens objectif du terme) d'une part, et conscemment de l'autre, les travailleurs, les syndicats et le Parti agissent pour imposer la satisfaction de ces besoins. Ils transforment ainsi la réalité même que recouvre le concept de valeur de la force de travail. Et mieux cette réalité sera théoriquement, scientifiquement connue et mieux cette connaissance intensifiera cette pratique économique et politique. Je dis « théoriquement » et « scientifiquement » car, comme Michel Simon à la réunion des philosophes, je ne vois pas pourquoi réduire le scientifique au théorique.

Pratique économique et rapports humains

J'en viens aux questions de la contradiction forces productives et rapports de production et pour ce qui me concerne, à la question à notre époque, des forces productives.

Après s'être arrêté à juste raison sur les conditions matérielles du procès de production, le camarade Althusser en vient aux conditions sociales de ce procès, c'est-à-dire aux rapports sociaux de production. Il insiste beaucoup sur le fait que « les rapports sociaux de production ne sont à aucun titre réductibles à de simples rapports entre les hommes, à des rapports qui ne mettraient en cause que les seuls hommes, alors qu'ils « mettent en scène » dans des « combinaisons » spécifiques, les agents du procès de production et les conditions matérielles du procès de production ». A partir de là, il insiste trop unilatéralement, me semble-t-il, sur ce dernier aspect. C'est ainsi qu'il écrit : « Si d'aventure, on s'avisait de vouloir réduire ces rapports de production à des « rapports humains » on ferait injure à la pensée de Marx qui montre avec la plus grande profondeur... que les rapports de production sont irréductibles à toute inter-subjectivité anthropologique. »

Or, il m'apparaît certain que les rapports sociaux de production ne peuvent en effet être réduits à de simples « rapports humains ». Mais cela étant, il me semble non moins certain que dans les conditions matérielles du procès de production, les hommes d'une formation sociale déterminée coopèrent dans le travail et que ce faisant ils entretiennent entre eux des rapports d'inter-subjectivité. Par ailleurs, il me semble que les rapports humains trouvent nécessairement leur origine dans les conditions objectives qui opposent irréductiblement exploités et exploités, bourgeoisie monopoliste et couches non-monopolistes. A défaut de facteur objectif, pas de facteur subjectif et réciproquement. Autrement dit, sans rapports humains d'inter-subjectivité, l'unité d'action entre exploités serait impensable, malgré les causes objectives de leur opposition commune aux exploités.

A mon avis, toute sous-estimation des rapports humains d'inter-subjectivité conduit à abaisser le rôle du parti marxiste-léniniste, alors

que les conditions réelles que nous vivons appellent au contraire à l'élevation de ce rôle.

Les rapports sociaux de production ne sont rien d'autre, fondamentalement parlant, que les rapports économiques entre les hommes d'une formation sociale donnée. Mais la pratique sociale ne tient pas toute dans la pratique économique, même si cette dernière détermine en dernière analyse toutes les autres.

Dans l'une de ses célèbres formules, Marx établit l'unité dialectique entre d'un côté le procès de production des biens matériels (principales sphères d'activité des hommes) et de l'autre côté les rapports sociaux qui s'établissent à cette occasion entre les hommes. Voici cette formule : « *Le procès de production ne produit pas seulement des objets matériels mais aussi des rapports de production* ».

Si je le suis bien, notre camarade Balibar interprète cette formule de telle manière que s'il n'abolit pas le rapport entre production des choses et rapports sociaux de production, il dénature tout au moins le caractère dialectique de ce rapport. C'est ainsi qu'il écrit que cette formule de Marx n'est pas une *conjonction* mais une *disjonction*. Il précise : « *Ou bien il s'agit de la production des choses, ou bien il s'agit de la (re) production des rapports sociaux de production.* »

Pour ce qui me concerne, je pense qu'il s'agit bien d'une *conjonction*. Et ceci tout en distinguant clairement entre objet matériel et rapports sociaux comme produits communs du procès de production.

Mais avant de vérifier de plus près pourquoi et comment il en serait ainsi, je voudrais au préalable attirer l'attention sur le fait qu'à mon sens nos camarades aboutissent à immerger pour ainsi dire : objets matériels, hommes, conscience et forces productives dans le seul concept de rapports sociaux de production.

Certes, ils ont parfaitement raison de faire la part du roi à cette notion fondamentale du matérialisme historique et fondamentalement essentiel de l'économie politique scientifique. Mais cela étant, ce concept, ou plus précisément la réalité qu'il concentre en lui ne peut seule *unilatéralement* nécessiter et assurer le passage d'une formation sociale à une autre, d'un mode de production à un autre.

Voyons cela de plus près.

Rôle créateur de l'homme et forces productives

Pour sa part, le camarade Rancière écrit : « *Le sujet n'est que le support des rapports de production constitutifs de l'objectivité économique* ». Et il ajoute encore « *... les rapports de production sont radicalement étrangers à l'espace du sujet et de l'objet où ils ne peuvent trouver que des supports* ».

Pour ce qui me concerne, le camarade Balibar répond à la question qu'il s'était posée à propos de : ou bien production de choses, ou bien production de rapports sociaux de production, en précisant : « *Sur le plan qu'institue l'analyse de la reproduction, la production n'est pas produc-*

tion de choses, elle est production et conservation de rapports sociaux ».

Répétons-le à nouveau, nous pensons que, dans la réalité, la production est les deux à la fois.

Voilà pour ce qui est des relations entre les hommes et les choses d'une part et les rapports de production d'autre part.

En isolant la théorie de la pratique, et il me semble que ce serait la tendance de nos camarades, les hommes et les choses leur apparaissent alors comme de simples supports des rapports sociaux de production. Ce qui m'apparaît difficilement explicable, sauf si on subordonne les rapports qui se nouent dans la réalité aux rapports qui s'élaborent dans la pensée.

Avant de concrétiser cette remarque, il reste à voir ce que nos camarades pensent de l'inter-relation forces productives, rapports de production.

Notre camarade Balibar estime, lui, « *qu'en réalité les forces productives ne sont pas des choses* ». Et il précise : « *Du point de vue théorique, les « forces productives » sont elles aussi une relation d'un certain type à l'intérieur du mode de production, autrement dit, elles sont aussi un rapport de production...* ».

Si on tient compte du fait que l'analyse scientifique traduit au niveau de la connaissance le mouvement réel de la pratique sociale, et si on inclut l'inter-relation dialectique entre les deux niveaux, il me semble qu'on ne peut considérer : premièrement, qu'il y ait *disjonction* entre objets matériels et rapports de production dans le procès de production ; deuxièmement, que les choses et à plus forte raison les hommes puissent être considérés comme de simples supports des rapports de production ; troisièmement, que les forces productives dépendraient *unilatéralement* des rapports de production.

On peut en effet se fonder sur le fait que, premièrement, les objets matériels produits interviennent sur la valeur et le prix de la force de travail en même temps qu'ils interviennent sur la conscience sociale. Pour ne m'en tenir qu'à cet exemple : qui peut nier le poids spécifique de l'automobile dans une société comme la nôtre en l'état actuel de son développement.

Deuxièmement, et cela m'apparaît infiniment plus conséquent, certes indépendamment de lui, le travail de l'homme s'effectue à un stade donné du développement des forces productives et des rapports de production. Mais cela étant, le rôle créateur de l'homme réagit à son tour sur les forces productives avec pour principal résultat : l'élevation de la productivité du travail. Il en résulte alors que les forces productives agissent contradictoirement certes, mais constamment et révolutionnairement sur les rapports de production. Et la répercussion retentit alors sur tout le mode de production, sous la forme d'un accroissement de ses contradictions internes.

Ce rôle créateur de l'homme, de même que le rôle moteur des forces productives dans le mode de production, ne sauraient être niés. Mais qui plus est il serait, à mon sens, particulièrement préjudiciable de sous-estimer ce double rôle à l'époque de l'atome et des multiples applications à l'électronique ; à l'époque où la recherche scientifique est de plus

en plus poussée à tous les niveaux, à l'époque où le passage de la découverte de laboratoire à l'industrialisation ne cesse de s'intensifier ; à l'époque, enfin, où la science intervient toujours plus activement comme force productive. En d'autres termes, le poids spécifique de l'homme créateur s'accroît dans la pratique sociale en même temps que les forces productives bousculent toujours plus durement les rapports de production.

Dans la mesure où les bonds prodigieux de la science et de la technique agissent aujourd'hui fortement sur ces forces productives, cela signifie que cette action influe aussi fortement sur la production des moyens de production (section I) et, par voie de conséquence, sur l'accumulation du capital et donc sur les rapports de production, étant donné que les grands moyens de production et d'échanges appartiennent à la grande bourgeoisie monopoliste qui se les subordonne par l'intermédiaire de l'Etat, lorsqu'ils appartiennent au secteur public.

L'expérience actuelle montre que cela est vrai dans le monde capitaliste avancé et aussi dans le monde socialiste. Et c'est ce qui, de nos jours, donne davantage encore de valeur à la citation (dans le projet de résolution qui nous est soumis), à savoir que la loi de la production moderne, telle que Marx l'a dégagée, oblige « la société, sous peine de mort, à remplacer l'individu morcelé porte-douleur d'une fonction productive de détail, par l'individu intégral, qui sache tenir tête aux exigences les plus diversifiées du travail ».

Certes, et je veux encore le répéter, il est indispensable d'avoir toujours et mieux que jamais à l'esprit le concept de rapport de production sous peine de ne pas apprécier comme il le faut la réalité qui en constitue la substance vivante et spécifique d'aujourd'hui, celle du capitalisme monopoliste d'Etat.

Et là encore le projet de résolution souligne justement le fait que « les rapports de production capitalistes entravent le progrès des forces productives... ».

Mais en privilégiant par trop unilatéralement, sinon exclusivement, les rapports sociaux de production, comme objet conceptuel de la connaissance, et en négligeant par ailleurs les forces productives, on est conduit à estomper la contradiction décisive interne du mode de production entre les forces productives en développement et les rapports de production inadaptés. Et ce faisant on risque de voiler l'éclairage théorique des conditions pratiques, concrètes du passage d'un mode de production à un autre, du passage de l'impérialisme au socialisme.

Le développement intensif des forces productives

C'est à dessein que je parle des conditions concrètes du passage de l'impérialisme au socialisme. Par exemple, dans un pays économiquement développé comme le nôtre, et pétri de longues traditions démocratiques, nous disons justement que les conditions permettent d'envisager le passage au socialisme par la voie démocratique et pacifique. Dans

cette voie, notre premier objectif est la démocratie véritable. C'est-à-dire la démocratie étendue à tous les aspects de la vie sociale auxquels elle s'applique aujourd'hui, en premier lieu à la pratique politique et économique. Or, comme nous le savons, la démocratie n'est pas un rapport de production. Par conséquent, la démarche théorique qui mettrait unilatéralement l'accent sur les rapports de production sans accorder aux forces productives le rôle actif qui convient en même temps qu'à l'unité de contradiction entre les deux ; cette démarche pourrait, pensons-nous, conduire à laisser dans l'ombre au lieu de les éclairer à plein les conditions objectives qui poussent à la démocratie véritable. Ce qui conduirait alors à freiner au lieu de stimuler l'élément subjectif, c'est-à-dire l'intervention des masses par et pour la démocratie.

Parmi les conditions qui donnent à notre lutte pour la démocratie son contenu décisif, il convient de prendre en considération le phénomène de la socialisation capitaliste de la production et par conséquent des forces productives ; phénomène au plus haut point caractéristique du capitalisme monopoliste d'Etat et qui se développe d'une manière intensive et sous des formes spécifiques à cette phase du stade impérialiste.

J'illustrerai ce phénomène par un exemple. Comme chacun peut le constater, l'Etat intervient directement pour développer la socialisation de la production en augmentant les dimensions et la complexité de la grande entreprise monopoliste privée ou publique. Ce qui alors accusera encore le caractère social de cette entreprise en même temps que son poids économique spécifique s'accroîtra.

Or, la pratique théorique telle que la conçoit le camarade Althusser risquerait, selon moi, de passer à côté de ce phénomène réel de socialisation dont le monopole capitaliste constitue l'essence. Car, si nous le suivons bien, ce phénomène ne devrait théoriquement se produire que dans le mode de production socialiste en partant du principe avancé selon lequel, je le répète, un concept serait toujours adéquat à son objet. Ce qui estomperait, théoriquement tout au moins, l'apparition et le développement mêmes des prémices objectives du socialisme au sein même des développements du capitalisme monopoliste d'Etat. Alors que nos luttes économiques et politiques et les perspectives que nous leur assignons commandent que nous parvenions à une connaissance théorique rigoureuse de ces développements réels sous les formes du capitalisme monopoliste d'Etat et en premier lieu de ce mouvement de socialisation de la production, de la consommation et de la plus-value.

C'est ce mouvement qui, objectivement, sollicite de la manière la plus impérieuse le passage à la démocratie et au socialisme en même temps qu'il condamne de plus en plus irrévocablement les rapports de production du capitalisme monopoliste d'Etat.

Le rôle de la théorie consiste donc à faire la lumière sur ce processus réel de socialisation capitaliste qui, pour la plus grande part, puise sa source dans l'essor sans précédent des forces productives. Essor qui n'est pas dû uniquement au progrès scientifique et technique, encore que ce progrès soit décisif.

Si la théorie ne remplit pas son rôle sous cet aspect, on ne voit pas clairement que ce mouvement constitue la base objective matérielle du passage à la démocratie et au socialisme. On est alors conduit à ne voir par trop unilatéralement que les côtés antidémocratique et réactionnaire du capitalisme monopoliste d'Etat. On ne peut pas percevoir avec la netteté voulue que ces différentes formes de socialisation sont destinées à être prises en mains par la classe ouvrière et les forces démocratiques comme l'un des moyens d'instaurer et de développer le régime de démocratie jusqu'au socialisme.

La connaissance théorique doit contribuer à ce que l'on comprenne bien que le contenu de ces formes de socialisation capitaliste sera essentiellement modifié dès lors que le changement démocratique interviendra au niveau politique de l'Etat et au niveau des secteurs décisifs de l'économie.

A ce propos, on peut souligner que certains chercheurs non-marxistes mettent exclusivement l'éclairage sur le concept de forces productives.

Pour des hommes comme J. Fourastié, R. Aron, L. Armand par exemple, les forces productives matérielles constituent le fondement de toute « société industrielle » en même temps que le moteur du passage du sous-développement à la « société industrielle ».

Pour un homme comme François Perroux, le capitalisme et le socialisme sont « deux antinomies également dépassées ». Et il dégage lui un autre concept, celui « d'économie généralisée » comme moteur du dépassement des sociétés capitaliste et socialiste économiquement développées.

Tout ceci ne peut que rappeler notre attention sur la contradiction dialectique forces productives, rapports de production comme moteur du passage d'une formation à une autre.

Mais cela étant, le mouvement réel actuel et sa dynamique tels qu'ils m'apparaissent, empiriquement tout au moins, mériteraient, il me semble, que la question des forces productives fasse de la part de chercheurs marxistes l'objet d'une plus large prise en considération.

Pourquoi attacher aujourd'hui l'importance qu'il convient à cette question des forces productives ?

Parce que la révolution scientifique et technique qui caractérise cette période ne peut pas, je crois, ne pas marquer d'une spécificité certaine le mouvement réel sans cesse accéléré et intensifié que couvre la notion de forces productives.

Marx n'a-t-il pas remarqué qu'une époque économique (à ne pas confondre avec une formation sociale) se reconnaissait moins par ce qu'elle produisait que par la manière dont elle produisait ? Or, la manière spécifique de notre époque n'est-elle pas particulièrement cette intervention de la science dans les conditions matérielles et sociales du procès de production ? Je pense même que cette intervention sur le développement intensif des forces productives pèse aujourd'hui d'un poids tel (et pèsera de plus en plus) sur les rapports de production, qu'elle ne peut pas ne pas se répercuter jusque sur l'objet même de l'économie politique.

S'il devait en être ainsi dans la réalité, cela signifierait que sans

jamais perdre de vue les rapports de production, il importe en même temps de prendre plus que jamais en considération l'intervention des forces productives matérielles, de la science, de la technique, et des hommes dans la contradiction dialectique : rapports de production, forces productives qui propulse la société en avant dans le cadre du mode de production.

Le capitalisme contemporain

Le fait d'orienter le travail de recherche dans ce sens signifierait à mon avis que l'on prend avant tout en considération le mouvement historique réel tel qu'il se développe au niveau de l'économie et tel qu'il détermine en dernier ressort les développements de la pratique sociale à ses différents autres niveaux. Cela signifierait, je crois, appliquer la méthode de Marx et faire fructifier l'acquis marxiste tel qu'il a atteint ses plus hauts développements dans *Le Capital*.

C'est ce que nous nous efforçons de pratiquer à la Section économique du Comité central en appliquant notre travail de recherche collective à la réalité du capitalisme contemporain que nous identifions au capitalisme monopoliste d'Etat.

Le camarade Boccaro avait raison, je crois, de dire à la réunion des philosophes que les problèmes de la réalité économique et que la science économique existaient en dehors du *Capital*. Et que la question aujourd'hui posée était celle du développement du *Capital* à la lumière du mouvement économique réel et cela par la méthode de Marx lui-même, telle qu'il nous la rappelle lorsque, critiquant Hegel, il dit : « *La méthode qui permet de s'élever de l'abstrait au concret n'est rien d'autre que le mode dans lequel la pensée s'approprie le concret et le reproduit sous la forme d'un concret spirituel* ».

A ce propos, je voudrais attirer l'attention du Comité central sur l'importance, à mon avis, des travaux effectués par le camarade P. Boccaro (notamment dans sa controverse avec le camarade Godelier) et parus dans *Economie et Politique* dès 1961 et dont la dernière partie vient d'être publiée par nos soins en « tiré à part ». Je pense que ces travaux représentent, avant la lettre si je puis dire, une contribution sérieuse à la discussion des problèmes théoriques et pratiques actuellement en discussion. Les travaux de ce camarade posaient en effet la question du développement du *Capital* par la méthode et sur les bases que je viens de rappeler, c'est-à-dire s'attacher à l'étude du mouvement interne du capital à la lumière du mouvement historique réel de l'économie.

Ce que je viens de dire fait apparaître la nécessité de certains travaux de recherche que je livre en vrac et sans ordre d'importance ni de discipline. Je ne reviens pas sur ceux que nous avions dégagés lors de la réunion des économistes communistes du 3 octobre 1965.

Par exemple, quelle réalité recouvre aujourd'hui, dans les conditions du capitalisme monopoliste d'Etat, des concepts comme ceux : de rapports de production, de forces productives, de valeur de la force de travail, de travail simple et travail complexe ?...

Le projet de résolution qui nous est soumis souligne la nécessité capitale de la lutte contre l'idéologie bourgeoise. Or, en me tenant sur le terrain de la théorie, en rapport avec les exigences des luttes ouvrières et démocratiques actuelles, deux concepts de la Comptabilité nationale méritent particulièrement que nous nous attachions à connaître et à faire connaître la réalité qu'ils recouvrent et qu'ils dissimulent. Ce sont les concepts de « revenus des ménages » et de « consommation des ménages ». Si nous devons suivre la Comptabilité nationale dans ses conceptions, notre société ne serait plus divisée en classes : les revenus du capital, le profit ne seraient qu'un avec les salaires, les exploités et les exploités seraient eux aussi deux antinomies dépassées. Bref, nous admettrions en somme une « théorie » de la politique des revenus.

Dans un autre ordre d'idées, il m'apparaît souhaitable que nous travaillions à clarifier ce qu'il faut entendre par « la science intervenant comme force productive ».

Les questions de la démocratie

Les questions de la démocratie, on ne peut plus à l'ordre du jour, appellent à être davantage approfondies sur le plan théorique.

Je rappelés le fait que la démocratie n'était pas un rapport de production. Mais les développements réels de la démocratie et leur reflet dans cette notion même de démocratie sont fonction de la contradiction forces productives - rapports de production et du rapport dialectique entre économie et politique.

C'est sur cette base que nous nous autorisons à parler de démocratie véritable au sens de l'élargissement de la démocratie dans ses dimensions politiques et économiques. Nous prenons également en considération, dans les conditions actuelles du capitalisme monopoliste d'Etat, le degré très élevé d'interférence entre l'économie et la politique, entre le pouvoir politique et le pouvoir économique. Mais non contents de distinguer à juste raison entre les deux, il arrive parfois qu'ils soient confondus. C'est ainsi que parfois on parle de « fusion » des monopoles et de l'Etat et qu'on oppose mécaniquement pouvoir politique et pouvoir économique. Certains vont même jusqu'à estimer qu'aujourd'hui seul compterait le pouvoir économique.

Ces différentes interprétations à mon sens non conformes à la réalité conduisent à embrouiller les questions du contenu de l'Etat et surtout à estomper le rôle plus que jamais décisif de l'Etat. Certains se disant marxistes n'aboutissent-ils pas à conclure à l'abaissement, sinon au dépérissement de l'Etat, ce qui m'apparaît impensable dans les conditions présentes du capitalisme monopoliste d'Etat et à fortiori sous ses aspects spécifiques en France.

Enfin, une question que les marxistes les premiers (je ne dis pas les seuls) devraient s'attacher à élucider, est à mon avis celle-ci : du point de vue marxiste, qu'est-ce que le positivisme, en quoi et comment se manifeste-t-il, en l'état présent du développement des sciences de la nature et de la société ? La réponse à cette question revêt en tout cas

une certaine importance pour les progrès ultérieurs d'une science historique et sociale comme l'économie politique.

Notre projet de résolution présente très justement le travail collectif comme la forme moderne de la recherche. En effet, les quelques travaux que je viens d'énumérer et qui s'appliquent plus particulièrement à l'économie seraient d'autant mieux menés à terme qu'ils seraient non seulement le résultat d'une recherche collective entre économistes, mais encore le fruit d'une collaboration entre ces derniers d'une part et des sociologues de l'autre, des ingénieurs, des techniciens, des chercheurs, des militants ouvriers, des philosophes...

A propos des philosophes communistes, je ne suis pas le seul à estimer qu'ils doivent plus que jamais discuter avec les camarades d'autres disciplines scientifiques afin de confronter la recherche de ces derniers à leurs propres recherches philosophiques. Cette nécessité répond, me semble-t-il, à la double tendance qui ira en s'accroissant : la tendance à des spécialisations toujours plus poussées à l'intérieur de chaque science et en même temps à l'interdépendance toujours plus étroite entre elles toutes.

Je voudrais terminer en soulignant, encore une fois, l'importance grandissante des problèmes économiques, théoriques et pratiques.

En schématisant à l'extrême (et je demande que le Comité Central ne se méprenne pas sur ce que je vais dire) par rapport à l'importance de ces problèmes, je crois qu'on peut distinguer deux tendances principales, plus ou moins nuancées. La première inclurait selon moi ceux qui s'estiment suffisamment au fait de la chose économique dès qu'ils possèdent par exemple quelques données sur l'évolution de la production, du coût de la vie, des salaires... La seconde, comprendrait ceux qui pensent que l'économie inclut une telle quantité de facteurs interférant les uns sur les autres qu'il vaut mieux laisser le soin aux économistes de démêler cet écheveau.

Or, et précisément dans la perspective de nos objectifs politiques, quels sont les motifs sur lesquels se fonde la nécessité d'une connaissance toujours plus exacte de la réalité économique ?

Tout d'abord, l'intervention sans cesse intensifiée des faits économiques dans la vie sociale. Ce qui ne peut pas aller sans de grandes répétitions sur la conscience sociale. Actuellement, dans un pays développé comme la France des signes très apparents montrent que déjà l'administration des choses exerce une pression sur le gouvernement des hommes. Bien entendu, elle est bien loin de s'y substituer et pour ce qui le concerne, le gouvernement administre les choses non pas conformément aux besoins du peuple et de la Nation, mais conformément aux intérêts du capital monopoliste.

D'un autre point de vue, nous devons voir clairement qu'au sein de l'appareil d'Etat et para-étatique, ainsi qu'après des grandes sociétés industrielles et bancaires, la bourgeoisie monopoliste développe ses écoles, multiplie les Instituts et les Centres de recherches économiques appli-

quées. Elle forme ainsi ses cadres et elle s'emploie à affirmer sa pensée économique.

Il faut encore considérer que les Instituts de recherches économiques qui, jusqu'à présent, étaient plus ou moins subventionnés par l'Etat, viennent tout dernièrement de passer sous le contrôle du gouvernement. Personne ne peut sérieusement se dissimuler qu'à lui seul cet acte constitue tout un programme pour ces Instituts.

Enfin, personne parmi nous ne peut sous-estimer les conséquences sur la conscience sociale du fait que la grande presse consacre maintenant des pages entières uniquement aux problèmes économiques et sociaux, du fait que se multiplient continuellement les publications d'hebdomadaires, de mensuels, exclusivement réservés à ces problèmes. Il en résulte que le Parti tout entier doit davantage encore améliorer ses activités sur le front économique tant du point de vue pratique que théorique. Il doit veiller à mettre tout en œuvre afin de favoriser le développement de la recherche en ce domaine, afin de progresser en direction d'une connaissance plus rigoureuse de l'économie politique scientifique telle qu'elle se développe en réalité aujourd'hui en France et cela précisément pour promouvoir l'action des masses indispensable à la transformation démocratique et socialiste de cette réalité.

Quant à la diffusion des résultats de ces travaux, je pense que nous devons prendre garde à ne pas reculer devant des considérations de ce genre : on ne lit plus parce qu'on n'en a plus le temps et on lit d'autant moins des textes aussi arides que ceux s'appliquant à l'économie.

Pour ne pas reculer devant la difficulté sur ce point, il faut d'abord, et je le répète, considérer la force avec laquelle la réalité économique pèse sur la conscience sociale. Il faut encore, je crois, considérer les conséquences des progrès de la scolarisation et de la culture qui rendent aujourd'hui moins difficile la diffusion de la pensée économique marxiste qu'il y a un siècle où cependant Marx faisait ses Conférences destinées aux ouvriers, par exemple *Salaires, prix et profits*.

Sur ce point, je suis acquis à la certitude qu'une grande partie des jeunes (et je ne pense pas qu'à la jeunesse estudiantine) s'intéresse, sinon se passionne à tout ce qui se rapporte au marxisme et en particulier aux questions économiques de notre temps.

Etienne FAJON

La richesse du marxisme

L'OBJET de mon intervention n'est pas de proposer des changements au projet de résolution que le Comité central discute. J'ai participé à son élaboration collective comme membre du Bureau politique, et je souscris à son texte. Je veux seulement présenter quelques remarques sans prétention sur certaines des questions qui y sont abordées.

Mes premières remarques ont trait aux tâches du Parti sur le plan théorique.

Ces tâches sont immenses. Comme le montre le projet de résolution, un vaste champ de recherche créatrice est ouvert aux communistes en philosophie, en économie politique, en histoire et dans d'autres domaines, où il nous appartient de faire demain mieux qu'hier, de corriger des erreurs, de surmonter des retards.

Mais je ne pense pas qu'il serait juste de minimiser — et moins encore de nier — l'œuvre théorique sans cesse accomplie par notre Parti et par le mouvement communiste international au fil de leur histoire et jusqu'à nos jours.

Je ne partage pas l'opinion avancée à ce sujet, dans un ouvrage récent, par notre camarade Althusser, opinion d'après laquelle le